

collectif

A **C** **L** **E** **F** **E** **U**

Association ■ Collectif ■ Liberté ■ Égalité ■ Fraternité ■ Ensemble ■ Unis

Les cahiers de doléances

La synthèse

Préambule

Notre collectif ACLEFEU (Association Collectif Liberté, Egalité, Fraternité, Ensemble, Unis) a vu le jour au lendemain des révoltes sociales qui ont secoué le pays au mois de Novembre 2005, suite à la mort de deux de nos enfants, Bouna et Zyad, à Clichy sous bois.

Pour que l'on puisse dire qu'ils ne sont pas morts pour rien, nous nous sommes fixés pour mission d'aller à la rencontre de la population dans toute sa diversité et de faire remplir aux gens des cahiers de doléances. Il s'agissait d'établir un rapport sous forme d'état des lieux et de propositions, que nous vous remettons aujourd'hui. A l'instar des sans culottes de la révolution française de 1789, notre démarche vise à faire remonter l'expression populaire auprès des édiles de la nation. L'histoire semble se répéter ; aujourd'hui comme hier, la notion centrale de la Révolution, est clairement perceptible dans ces cahiers : l'Égalité.

Force est de constater que les semblants de tentatives successives de réduction des inégalités des différents gouvernements ont échoué, se heurtant tous au mur des privilèges. Comme par le passé, les crises se conjuguent : agricole, industrielle, commerciale, sociale... Elles ne font qu'accentuer l'inégalité entre les quelques privilégiés et les autres. Tandis que les riches peuvent se permettre de spéculer et de s'enrichir encore, un nombre croissant de personnes défavorisées n'a plus que le recours aux œuvres caritatives pour subsister.

Il nous a donc semblé indispensable d'agir pour le cessez le feu, attendu que les meilleures armes pour se faire entendre restent encore la participation citoyenne à notre démocratie, et que le débat qui devrait nourrir le choix lors du scrutin, reste circonscrit à une partie de la société, celle qui s'en sort. Tous les citoyens devaient vraiment pouvoir prendre la parole et exprimer leurs besoins, leurs propositions, leurs espoirs.

Nous avons sillonné le pays à bord de 2 bus affrétés pour l'occasion, posé nos tréteaux dans 120 villes de France et recueillies ainsi plus de 20 000 constats, doléances et plus encore de propositions. Les libres contributions ont porté sur le logement et le cadre de vie, l'emploi et la précarité, l'éducation et la petite enfance, la justice et les pratiques policières, la citoyenneté, le vote des immigrés et la politique, la situation des femmes, les questions intergénérationnelles et la communication, l'insécurité et l'environnement, la répartition des richesses et les inégalités, la santé et le handicap, les discriminations et l'exclusion, le transport et l'isolement, la culture, les religions, les loisirs.

Nous nous sommes ensuite attachés à adopter une méthodologie permettant de traiter quantitativement et qualitativement, l'ensemble des témoignages collectés. Celle-ci met en exergue

le nombre, l'âge, le lieu de résidence et les thèmes dominants. Dans cette synthèse, les thèmes seront abordés dans l'ordre des priorités telles qu'elles ont été exprimées.

A ce jour, nous avons analysé près de 13 000 de ces contributions – le plus grand sondage qualitatif jamais réalisé ! - en tête desquelles arrivent dans l'ordre les revendications sur l'emploi, l'arrêt des discriminations et de l'exclusion, le logement, une justice équitable et le contrôle des pratiques policières, l'éducation et l'orientation.

Loin de se désintéresser de la politique, nombre de ces personnes parmi lesquelles, une majorité âgée de 18 à 25 ans, ont exprimé l'exigence de voir les partis et leurs élus, être plus proches des habitants et des réalités. Depuis plusieurs années, tous les partis multiplient les forums, états généraux etc. ... Mais toute cette bonne volonté ne semble pas avoir convaincu les classes populaires. L'abstention aux récentes élections ainsi que nos cahiers de doléances en sont la preuve. Nous espérons que ceux qui briguent à présider aux destinées de la France sauront tirer parti de ce que nous leur offrons ici, pour construire avec les habitants, en respectant leurs propositions, une politique juste et courageuse qui s'attaquerait en priorités aux causes de la précarité et de l'exclusion.

De notre côté, nous avons fidèlement synthétisé les priorités, constats et propositions des cahiers de doléances. Dans les mois qui viennent, nous serons vigilants quant à l'usage que vous ferez de ces propositions populaires. Nous entendons peser de tout notre poids pour que les exclus s'inscrivent massivement sur les listes électorales et choisissent leur candidat en fonction de sa capacité à construire une politique en concertation avec les citoyens.

1. Emploi

Dans notre société, qui n'a pas d'emploi est considéré comme pire que rien, comme un parasite vivant de l'aide sociale et de la solidarité nationale. Les cahiers de doléance sont remplis d'appels à l'aide déchirants, de milliers de personnes qui ne veulent que travailler. Mais l'on ne travaille pas à n'importe quel prix. Les qualifications doivent être reconnues, les salaires doivent être motivants, et surtout, l'emploi doit permettre de sortir de la précarité. Les gens ont besoin de se projeter, de s'installer, dans tous les sens du terme, dans la vie. Il faut donc des CDI, ceci revient dans presque chaque cahier de doléances. Leur lecture montre que la précarité à laquelle sont réduits beaucoup de travailleurs est d'autant plus insupportable que de nombreuses entreprises réalisent des bénéfices record.

Les jeunes dénoncent le système pervers qui consiste à leur demander de l'expérience qu'on ne leur donne jamais l'occasion d'acquérir ; les discriminations raciales, d'autant plus que les personnes concernées ont poussé leurs études ; l'inadéquation de nombreux diplômes au marché du travail ; la difficulté à trouver des stages, qui trop souvent sont non rémunérés ou presque, alors qu'un travail est fourni, ou bien parfaitement inutiles ... Après la mobilisation contre le CPE, que nombre d'entre eux évoquent, ils insistent sur le besoin de contrats stables. Le leitmotiv, c'est le sentiment que la France ne laisse pas sa chance à sa jeunesse.

Département : Moselle Age : 27 ans
 Ville : Metz Sexe : H ☐ F ☒

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

2 Logement 1 Emploi 7 Discrimination 6 Justice
 5 Santé 4 Education 17 Religion 3 Politique 10 Environnement
 13 Transport 12 Pratiques policières 9 L'exclusion 12 La femme
 14 Inégalités 16 Précarité 8 Immigration 11 Jeunesse

Thème choisi : Emploi.....

Constats :

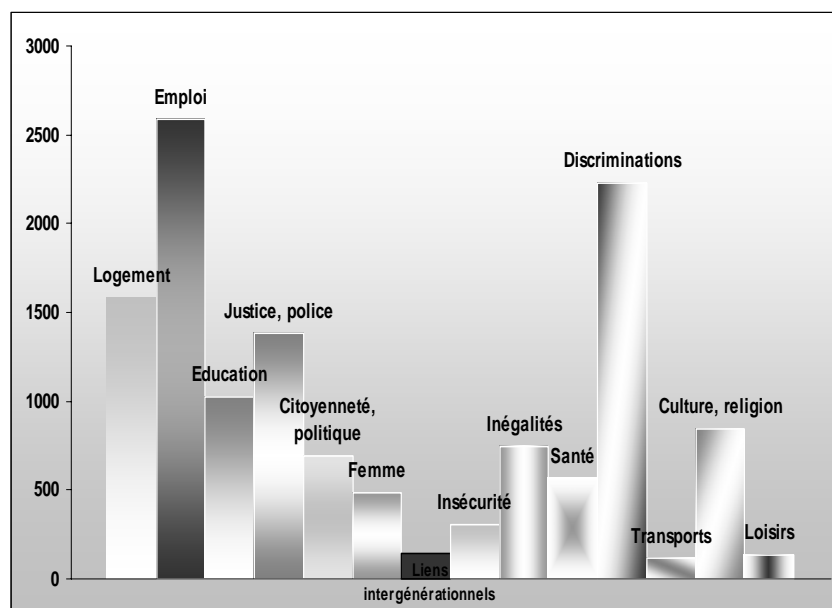
01 Trop de jeunes aux chômage.....
 02 Pas assez de postes adaptés au niveau des jeunes.....
 03 Pas assez d'aide pour l'insertion à l'emploi.....
 04.....
 05.....

Propositions :

01 Ouvert de nouvelles entreprises.....
 02 Donner une chance aux jeunes sans expérience qui sortent de l'école !
 03 Trouver un contrat adapté à la situation des jeunes.....
 04.....
 05.....

287

A.C.L.E.F.E.U
 1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>



L'emploi, la principale préoccupation exprimée dans 2586 contributions

La faiblesse des salaires, au regard notamment du prix des logements est souvent dénoncée, ainsi que le manque cruel d'emploi faiblement qualifié pour tous ceux qui n'ont pas réussi leurs études. À ce niveau de qualification, la faible différence de revenu entre le SMIC et le RMI est dénoncée comme très démotivante. Ceux qui ont du travail dénoncent les licenciements abusifs, la faiblesse du salarié face au patron, en terme de droit du travail, et tout le monde est

choqué par les délocalisations.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Une loi qui crée un quota minimum de salariés de moins de 25 ans dans les entreprises.
- Hausse du SMIC et des salaires. Redistribution des bénéfices en salaires, primes ou actions.
- Une Allocation d'Autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans en formation ou en insertion.
- Lutter contre les contrats précaires, et en particulier arrêter de proposer des solutions précaires aux situations précaires.
- Développer le CDI, seul contrat sécurisant pour les classes populaires, qui permet de se projeter dans l'avenir (crédits, logement etc.).
- Contrôle de l'égalité des salaires entre hommes et femmes.
- Formation obligatoire et aux frais des entreprises

Département : DOUBS Age : 28 ans
 Ville : AUXERRE Sexe : H F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

7 Logement 6 Emploi 13 Discrimination 5 Justice
8 Santé 4 Education 10 Religion 11 Politique ... Environnement
14 Transport 15 Pratiques policières 12 L'exclusion 9 La femme
3 Inégalités 1 Précarité 2 Immigration 7 Jeunesse

Thème choisi : EMPLOIS

Propositions :

01 Arrêter la délocalisation
02 Réduire le pouvoir du patron
03 Favoriser le CDI et les contrats bidon (CPE)
04 Lutter aux mieux qu'on le peut
05

Département : DOUBS Age : 47 ans
 Ville : Besançon Sexe : H F

Thème choisi : Emplois

Constats :

01 Pas assez d'emploi pour tous
02 Une discrimination empêchant à l'embauche
03 Des emplois ne correspondant pas aux qualifications
04

Propositions :

01 Si une entreprise fait du bénéfice
 → introduction de dividendes
02 → 50% du bénéfice pour
03 augmenter les emplois
04 En cas de discrimination, des peines dispropor-
05 - tionnées par ces publications dans la presse
 → un CV anonyme

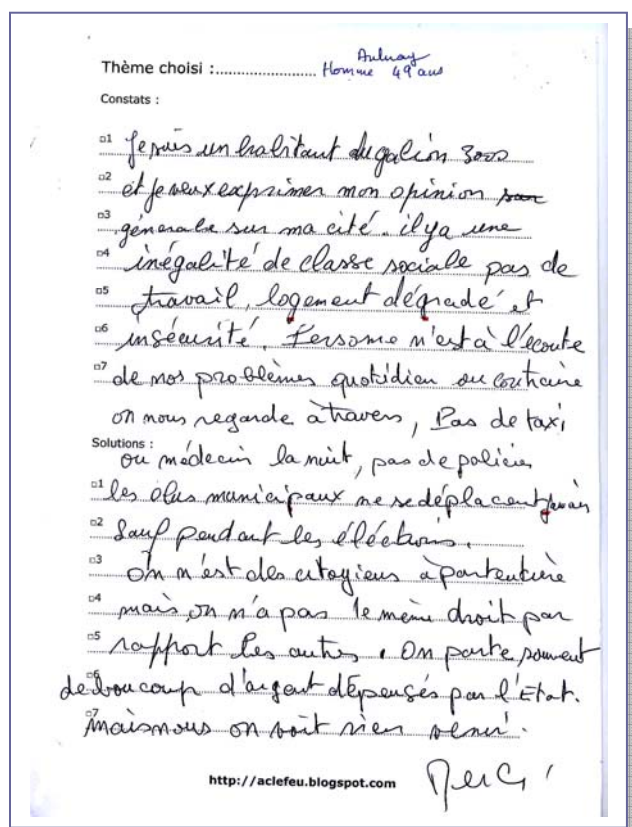
au droit du travail. Création massive de postes d'inspecteurs du Travail, pour assurer cette mission et renforcer celle de contrôle des entreprises.

- Lutte contre les licenciements abusifs.
- Faire participer les salariés à la gestion des entreprises ou leur donner de véritables moyens de contrôle.
- Lutte contre les délocalisations et remboursement des aides reçues par les entreprises.
- Accompagnement des personnes fragiles, refonte et développement pour la « Validation des Acquis de l'Expérience » et pour la formation continue.
- Renforcer les services publics d'aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle,

et aide massive aux associations chargées d'insertion.

- Pour la jeunesse, création d'une banque nationale d'aide à la création d'entreprise par des jeunes.
- Rétablissement des emplois jeunes, qui doivent être qualifiants et dont le recrutement doit être mieux étalés en terme de qualification initiale (recruter certains avant le bac, pour certains postes)
- Plus de place en BTS et en IUT. Ceux qui souhaitent des études courtes et professionnalisant, ou qui n'ont pas les moyens de faire des études longues, ne doivent pas aller à la fac au seul motif qu'ils et elles n'ont pas eu de place dans les filières courtes. Il faut aussi une meilleure couverture géographique des filières en BTS et en IUT.
- Pour développer l'expérience, il faut encourager les stages, mais ils doivent être utiles et correctement rémunérés. Les entreprises ne devraient pourtant pas avoir plus d'un certain taux de stagiaires.
- Le permis de conduire, indispensable dans de nombreux emplois, coûte beaucoup trop cher ! Il faut que l'apprentissage de la conduite soit assuré dans le cadre scolaire.
- Les syndicats de salariés doivent aussi comprendre qu'une génération est en train d'être sacrifiée, ceux qui n'ont jamais travaillé ou alors très peu et dans des conditions très précaires, et qu'ils doivent aussi se mobiliser pour cette jeunesse populaire.

2. Discriminations racistes



Une illustration de la déclinaison territoriale de la discrimination raciste.

Trop, trop, trop de discriminations racistes ! Les cahiers de doléances sont dramatiquement clairs sur cette question : plus de la moitié des cahiers l'évoquent, et une partie substantielle des personnes qui les dénoncent, le font manifestement par solidarité, en parlant de l'expérience vécue par des amis par exemple. La discrimination n'est pas la seule affaire des noirs et des arabes, au contraire, une prise de conscience généralisée s'est faite, dans la jeunesse, mais aussi bien au-delà.

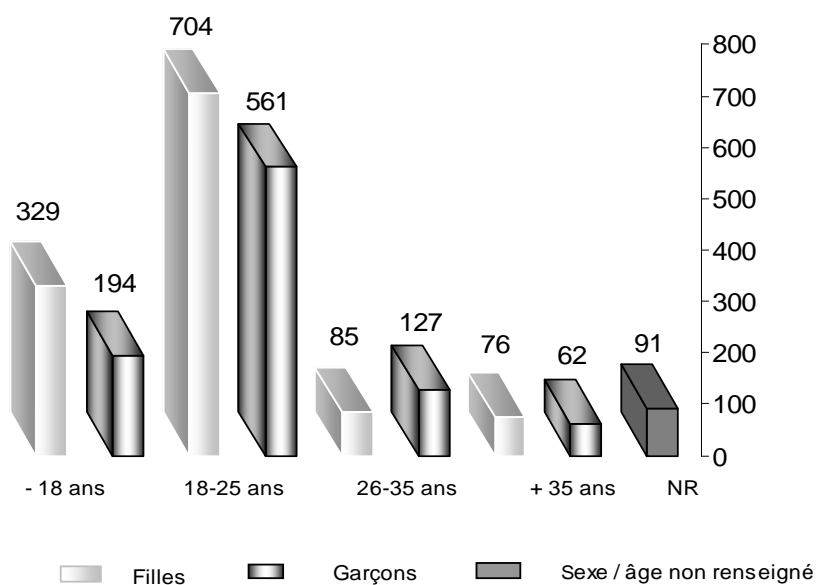
Ceux qui évoquent la discrimination qu'ils ont eux-mêmes subie décrivent un véritable enfermement dans la précarité, en matière d'emploi ou de logement, une discrimination quotidienne et permanente, qui brise, pour ceux qui ont de 15 à 35 ans, tout espoir de s'en sortir, malgré les efforts et les diplômes universitaires.

De nombreuses personnes rapportent leurs expériences vexatoires, en matière d'emploi (recruteurs qui ne rappellent même pas pour dire que le poste ne sera pas donné, sentiment pour les hauts diplômés d'être mis à l'écart et bloqués dans leur progression ... D'autres

évoquent l'impossibilité de s'émanciper de ses parents qui en découle, soit en ne trouvant pas de travail soit en n'ayant pas accès au logement ni public ni privé (pour les célibataires).

Les discriminations sont également dénoncées dans les cahiers lorsqu'elles frappent dans le domaine des loisirs. Au final, les cahiers de doléances dessinent l'image d'une France complètement gangrenée par ces discriminations. **C'est certainement pour la jeunesse le premier enjeu politique dans la période électorale qui s'ouvre.**

La discrimination positive et le CV anonymes ont suscité des avis partagés : la plupart les dénoncent, mais certains les proposent, en désespoir de cause, comme ultime moyen d'accéder à l'emploi.



La discrimination : Nombre de doléances qui évoquent les discriminations par classes d'âges. Un phénomène principalement dénoncé par les jeunes âgés de 18 à 25 ans.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Il faut qu'en matière de discrimination soient prononcées des peines très lourdes, qui fassent peur aux bailleurs ou aux employeurs, fondées sur le constat que la discrimination brise la vie des personnes. Il faut que les plaintes soient prises en compte, que les parquets poursuivent, et que les juges condamnent réellement. Qu'enfin la loi soit appliquée et qu'enfin la justice protège les victimes.
- Il faut garantir l'égal accès aux services publics, ce qui implique des établissements scolaires de bon niveau et en bon état, des policiers à l'écoute de la population et prêts à lui venir en aide, des missions locales, centres de sécu etc. ... dans les quartiers défavorisés, avec des personnels aussi polis et motivés et expérimentés qu'ailleurs ...
- Les diplômés étrangers doivent être reconnus à fonction égale, salaire égal. Par ailleurs, trop de cadres, d'entrepreneurs ou de professeurs étrangers sont contraints de travailler dans le bâtiment !
- Lancement d'une grande campagne médiatique de dénonciation et de sensibilisation contre les discriminations avec les méthodes et les moyens de la sécurité routière (médiatiques et recherche d'impact).
- Politique d'aide à l'intégration (pour les primo arrivants, pas pour des français !).
- Développement à l'école d'apprentissages valorisant les différentes cultures, notamment au travers de l'art, de la littérature et de l'histoire. Les auteurs maghrébins et Africains devraient faire partie des programmes de Français, par exemple.
- Augmenter et pérenniser les moyens des associations d'éducation et de lutte contre le racisme et les discriminations.
- Les média doivent faire un gros effort. Lutter contre les discriminations implique un changement des mentalités, et en particulier de l'image inquiétante des jeunes de banlieues qu'ils diffusent.
- Enseigner une Histoire partagée et plus juste (sur la colonisation et les traites).

Département : France comté Age : 26 ans
 Ville : Beaune Sexe : M FX

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

1 Logement 5 Emploi 1 Discrimination 14 Justice

11 Santé 6 Education 16 Religion 7 Politique 12 Environnement

15 Transport 10 Pratiques policières 3 L'exclusion 8 La femme

13 Inégalités 2 Précarité 12 Immigration 10 Jeunesse

Thème choisi : discrimination +

Constats :

01 Le gouvernement a une politique de ghettoïsation en choisissant certains populations par âge, sexe, origine sociale et nationalité

02 En choisissant la société le gouvernement impose des catégories sociales et a une politique de punition qui détermine certains catégories

03 discrimination sur le marché de l'emploi

04 discrimination sociale (égalité de l'éducation / systèmes scolaires...)

05

Propositions :

01 Arrêter de faire d'politique qui divise la société au profit de les intérêts @, qui de la légalité...

02 CV anonymes (i.e. les examens)

03 Mettre à jour le système éducatif avec égalité avec des personnels plus qualifiés afin de limiter des paroussements

04 des éducateurs adaptés aux différents besoins de la population.

05

A.C.L.E.F.E.U
 1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>

Thème choisi : logement Doubs Bejansou F. Htans

Thème choisi :

Constats : Discrimination

01 Trop de discrimination dans tous domaines

02 Trop de "victimisation" de certains personnes qui portent les discours sur la discrimination

03

04

05

Propositions :

01 => Lutter par la loi, d'éducation, des

02 campagnes d'information sur toutes

03 les formes de discrimination -> sexuelles,

04 raciales, sociales, physiques

05 => Que les groupes qui se sentent discriminés essaient de régler les codes, les habitudes, des discours qui peinent encore plus les autres -> pas besoin de donner le ballon pour ne faire battre ->

<http://aclefeu.blogspot.com>

3. Logement & cadre de vie

Ce n'est pas une surprise, les problèmes de logement font partie de ceux les plus souvent évoqués, qu'il s'agisse de la difficulté à trouver un logement, de l'état de délabrement des logements sociaux et de certaines copropriétés (insalubrité), y compris les parties communes (ascenseurs dangereux), et les espaces extérieurs, de l'inadaptation des logements, ou du problème général du coût prohibitif des logements, de la lourdeur des charges, ou encore de tout cela à la fois.

Mais les doléances évoquent aussi avec insistance le manque de mixité sociale et raciale des grands ensembles, le non-respect de la loi SRU (« Solidarité et Renouvellement Urbain » : les 20% de logements sociaux par commune), le calcul de l'APL hors charges, et sur des salaires touchés plus d'un an auparavant, le problème spécifique du logement des jeunes et des étudiants, avec en particulier des chambres de cité universitaire minuscules et dans un état déplorables, le logement des immigrés récents, clandestins ou non, par des marchands de sommeil ... Le logement des jeunes est un problème qui revient avec insistance dans les cahiers : ceux-ci ne réussissent pas, même après 25 ans, à partir de chez leurs parents.

Les conditions de vie (environnement, délabrement, hauteur des immeubles et distance entre eux, squat des hall par des jeunes qui n'ont aucun autre lieu ...) et l'hygiène (détritrus ...) dans les cités ou les cités Universitaires sont très souvent dénoncées. Il en est de même, pour les grandes cités, du manque de commerce de proximité et de service public. Les problèmes de voisinages, produits de la précarité, de la mauvaise insonorisation et du délabrement de l'habitat sont régulièrement évoqués.

Le manque de logement, alors que de très nombreux logements privés ou publics sont vides est dénoncé avec insistance. L'existence de famille et de travailleurs salariés et pourtant sans abris revient dans les cahiers comme le summum de l'injustice.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Création d'un droit constitutionnel au logement.
- Définition d'un « plan Marshall » pour le logement.
- Respect des obligations de la Loi SRU, sans dérogation : suspension ou inéligibilité des maires récalcitrants.
- Dispersion des HLM dans la ville (fin des grandes cités, des grandes tours ou grandes barres collées les unes aux autres).
- Décloisonner les grands ensembles, faciliter les accès aux centres-villes.
- Mise en place d'une politique de mixité sociale.
- Développer les commerces de proximité et répartir les services publics et culturels dans toute la ville.
- Revalorisation de l'APL et mise en œuvre d'un droit spécifique favorisant l'accès au logement par les jeunes.
- Loi d'encadrement des loyers privés et des conditions d'attribution.

Environnement

Lorsque les cahiers évoquent la question de l'environnement c'est pour faire allusion aux dangers multiples et angoissants qui menacent notre planète. Le réchauffement climatique, la pénurie, le partage et la qualité de l'eau, la pollution ...

Les personnes sont plus directement préoccupées par les problèmes de nuisances sonores, de sécurité alimentaire, la qualité de l'air en zone urbaine.

Propositions :

- Pénalisation des entreprises polluantes.
- Favoriser les produits biodégradables et / ou recyclables.
- Education à l'environnement et aux comportements qui limitent les nuisances à autrui (bruit, déchets ...).
- Favoriser la recherche et la mise en œuvre des énergies alternatives énergies fossiles et au nucléaire.

- Limitation des hausses de loyers en fonction de l'évolution des salaires, et rétablissement d'un ratio raisonnable entre loyers et salaires.
- Création d'une caisse nationale d'assurance sociale pour les cautions.
- Constructions de nouveaux logements sociaux (en HLM), de toutes les tailles, dans des petites unités de logement, avant de procéder à des destructions.
- Réquisition des logements et bureaux vides.
- Allocation d'Autonomie pour les jeunes en formation ou en insertion qui leur permette de s'installer seul ou en couple.
- Des efforts en matière d'environnement et de cadre de vie dans les réhabilitations ou les nouvelles constructions de logements sociaux.
- Création d'emplois pour l'entretien des cités par des jeunes de la cité.
- Créer des cadres de concertation entre bailleurs sociaux et habitants.
- Contrôle du rapport entre les charges et le loyer, et contrôle sur les syndicats, au travers d'une commission départementale du logement qui associe pouvoirs publics, bailleurs privés et locataires.
- Condamnations judiciaires des marchands de sommeil.
- Accompagnement des locataires en difficulté pour payer les loyers.

Département : Ille et Vilaine Age : 30 ans
 Ville : Rennes Sexe : H ou F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

1 Logement 2 Emploi 3 Discrimination 4 Justice
 5 Santé 6 Education 7 Religion 8 Politique 9 Environnement
 10 Transport 11 Pratiques policières 12 L'exclusion 13 La femme
 14 Inégalités 15 Précarité 16 Immigration 17 Jeunesse

Thème choisi : Logement...

Constats :

01 loyers de plus en plus excessifs
 02 demande de garanties trop importantes
 03 Il n'est pas toujours possible d'avoir recours pour éviter qu'une personne se porte caution (ou qu'elle ne peut pas avoir de revenus). En effet
 04 refus des agences ou des propriétaires
 05 Cités universitaires trop délabrées... (humidité...)
 06 les aides au logement sont trop faibles

Propositions :

01 Augmenter les aides au logement
 02 Une obligation pour les agences ou les propriétaires d'accepter le locataire
 03 Arrêt des discriminations de la part de certains propriétaires
 04 Plus de logements universitaires + rénovation
 05

A.C.L.E.F.E.U.
 1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>

Département : Ille et Vilaine 35 Age : 48 ans
 Ville : Rennes Sexe : H ou F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

... Logement ... Emploi ... Discrimination ... Justice
 ... Santé ... Education ... Religion ... Politique ... Environnement
 ... Transport ... Pratiques policières ... L'exclusion ... La femme
 ... Inégalités ... Précarité ... Immigration ... Jeunesse

3) Thème choisi : Logement

Constats :

01 loyer trop élevé pour les jeunes qui veulent s'installer
 02 pas assez de logement sociaux
 03 les étudiants font pas le logement pas une charge trop
 04 manque de logement sociaux
 05

Propositions :

01 qu'il y ait des aides financières pour les aides
 02 Revoir le plafond pour le calcul de la bonnaie
 03 le plafond tellement bas que beaucoup de jeune
 04 ne peuvent en bénéficier
 05 Augmentation de l'A.L. ou A.P.L. et donner l'AL
même si l'on a pas encore d'enfant pour les couples

A.C.L.E.F.E.U.
 1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>

Département : Ille et Vilaine (35) Age : 32 ans
 Ville : Rennes Sexe : H ou F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

3 Logement 4 Emploi 5 Discrimination 6 Justice
 7 Santé 8 Education 9 Religion 10 Politique 11 Environnement
 12 Transport 13 Pratiques policières 14 L'exclusion 15 La femme
 16 Inégalités 17 Précarité 18 Immigration 19 Jeunesse

Thème choisi : Logement

Constats :

01 Retour à la collocation par obligation jusqu'à
30 ans et plus
 02 Toujours plus cher surtout à Rennes où les
prix flambent
 03 Caution de logement de 1 à 3 mois
 04 + 3 mois d'avance → inaccessible à un grand nombre
(notamment étudiants)
 05 Certains appartements font moins de 3m²
(sous des escaliers)

Propositions :

01 Mise politique nationale concernant les prix
Revoir des plafonds ?
 02 Contrôle renforcé des logements
 03 Contrôle de la taille / prix
 04
 05

A.C.L.E.F.E.U.
 1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>

4. Justice

En ce domaine, il faut que la France et ses élites se rendent compte du niveau de crise atteint. Les cahiers de doléances sont l'expression d'une criante et désespérée demande de justice.

Toutes les faillites de l'institution judiciaire sont dénoncées, et en particulier l'inégalité économique qui frappe les classes populaires comme une quintuple peine : la qualité de la défense et l'issue du procès dépend largement des honoraires que l'on peut payer à son avocat, les magistrats méprisent et traitent de façon paternaliste ces mêmes personnes, dont les affaires sont déjà considérées comme mineures par les policiers dès l'enregistrement de la plainte, les personnes issues des classes populaires souffrent parfois violemment de la lenteur d'une procédure dont leur avenir dépend. Les jeunes se voient souvent appliquer les principes d'une « tolérance zéro » qui ne leur laisse jamais de seconde chance, qui les marquent à vie comme délinquant même s'il ne s'agissait que de bêtise d'adolescence, quand ceux qui sont coupables d'abus de bien sociaux ou publics portant sur des sommes faramineuses, sont à peine inquiétés, retrouvent un poste de PDG ailleurs ou reprennent leur carrière politique quelques années plus tard, si d'aventure ils ont été condamnés ...

La justice ne condamne pas la discrimination raciale, pourtant fléau endémique, ou alors difficilement, et à des peines ridicules. La discrimination brise la vie de milliers de personnes, les prive d'avenir et d'espoir. Les cahiers de doléances montrent que l'essentiel des personnes ne croient pas à la possibilité de se voir rendre justice sur cette question. Ainsi, c'est le sentiment d'avoir à faire à une justice de classe et de « race » qui se dessine. L'interpellation revient comme un leitmotiv au fil des cahiers : une justice plus juste !

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Promotion de la diversité des origines (sociale, culturelle et ethnique) dans le recrutement des magistrats et des autres membres du tribunal, par exemple sur le modèle de l'IEP de Paris. Réformer le recrutement pour que les magistrats soient moins coupés de la réalité qu'ils ont à juger. (suppression de la limite d'âge ...)
- Accélération du traitement des affaires par les tribunaux.
- Gratuité de la justice, refonte du système des honoraires des avocats.
- Application des lois à tous, sans privilèges de position, de richesse ...
- Privilégier le travail éducatif du juge des enfants plutôt que de mettre la pression à l'augmentation des mises sous écrous.

Prisons

Les cahiers de doléances font état des conditions honteuses de détention dans les prisons françaises, ce qui est de notoriété publique depuis de nombreuses années sans que l'on ne fasse rien, notamment à cause de la surpopulation carcérale. Les détenus, quoi qu'ils aient fait, sont des humains, et si la présomption d'innocence s'applique à tous, alors comment accepter que la majorité des détenus soient en préventive, dans de telles conditions de surcroît.

Les doléances pointent également l'abandon *de facto* des politiques de formation et de préparation à la réinsertion, l'essentiel des programmes ayant été fermés. Enfin, et surtout, les cahiers insistent sur la primauté de la prévention sur la répression en matière de délinquance, en particulier pour les mineurs, et sur les facteurs économiques et sociaux. Voir les thèmes inégalités, logement, emploi, éducation, police.

Propositions :

- Privilégier la prévention et les alternatives à l'incarcération.
- Développer le travail de réinsertion dans les prisons et les formations diplômantes ou qualifiantes.
- Payer décemment le travail des prisonniers.
- Définir une vraie politique de libération conditionnelle.
- Développer les parloirs familiaux, garantir l'intimité et un environnement adapté aux enfants pendant les visites.
- Arrêter de répondre par l'incarcération à la maladie mentale. Ces personnes ont besoin de soins en hôpital psychiatrique.
- Mettre fin à la politique de ghettoisation ethnique dans les prisons.
- Création de postes d'éducateurs, notamment spécialisés dans l'insertion professionnelle, de psychologues, de médecins, dans les prisons.

5. Pratiques Policières

Les cahiers de doléances sont loin de revendiquer la suppression de la police ou de se muer en appels aux armes ou à la justice privée, comme le voudrait l'imaginaire d'une population globalement délinquante que certains diffusent.

Les manières de la police sont malgré tout particulièrement dénoncées, et il est important de ne pas balayer cela d'un revers de main : ce sont autant les filles que les garçons, chez les jeunes, qui décrivent des contrôles incessants de la part de policiers qui en outre les connaissent déjà personnellement, des insultes comme substitut aux formules usuelles de politesse, des coups et bousculades malheureusement trop fréquentes. Les plus âgés le dénoncent également en masse, et dans les cahiers, nombreux sont les témoignages de violence contre des mères accompagnées de jeunes enfants ou contre des travailleurs qui rentrent tard et ne « zonent » pas de nuit. Le sentiment concernant la police est que ses missions n'ont plus rien à voir avec l'ordre public et la protection de la population, mais bien avec le contrôle social ou le contrôle racial.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Les violences policières et les insultes doivent être réprimées, ce qui implique pour commencer de prendre en considération les plaintes des victimes.
- La police devrait être exemplaire. En cas de bavure, les sanctions doivent être extrêmement lourdes.
- Les gardes à vue, moments de tous les abus, doivent être intégralement filmées.
- Distinction des corps d'exécution (police) et d'inspection (IGS et IGPN), pour que le corps d'inspection soit désolidarisé des policiers et indépendant, notamment par la création d'une autorité supérieure comportant des représentants de citoyens.
- Favoriser la transformation de la police vers plus de représentativité de la diversité française.
- Meilleure formation des fonctionnaires de police.
- Rétablissement de la police de proximité, et de cadres de dialogue local.
- Développement d'un discours fort affirmant que « l'uniforme » de banlieue (baskets, casquettes, survêtements) ne désignent pas nécessairement des délinquants.
- Meilleure répartition géographique des policiers expérimentés (à ne pas confondre avec gradés).
- Faire évoluer la Commission Nationale de Déontologie et de Sécurité pour une saisine plus facile et pour qu'elle intègre des citoyens.

Insécurité

Les cahiers de doléances parlent très peu de l'insécurité, contrairement à ce que les médias nous rapportent quotidiennement. Les Classes populaires, qui subissent le plus l'insécurité n'en font pourtant pas une priorité, au regard des questions cruciales pour leur avenir comme l'emploi, l'éducation, les discriminations ... L'insécurité au quotidien, telle que nous la raconte les cahiers, ce sont avant tout des gamins turbulents, capables de vandalisme qui s'ajoute aux difficultés du quotidien (bris de vitre des voitures pour voler une bricole, abribus ...), violents dans leurs rapports entre eux et aux autres, certainement très malappris et insolents, mais pas la « racaille extrêmement violente et sauvage » dont ont peur ceux qui ne la voient qu'au travers des médias.

Contrairement au discours officiel, les personnes qui ont rempli les cahiers fustigent la tranquillité dans laquelle les trafiquants en tout genre « exercent leur métier », au vu et su de tous, et de la police. S'attaquer aux trafics sans soupçonner l'ensemble de la population d'un quartier, c'est bien à cela que doit servir un travail d'enquête sérieux.

Propositions :

- Instaurer un délit ou un crime spécifique : « entraînement de mineur dans la délinquance » ou dans la criminalité (visant ceux qui payent des mineurs pour faire les guetteurs, passeurs etc. ...).
- Lutter contre les réseaux parallèles, en visant vraiment les têtes, sans considérer que tout le quartier est forcément complice.
- Traiter la délinquance comme un effet du regroupement des défavorisés et donc de larges populations de jeunes, oisifs, en rupture scolaire et hors projet d'insertion : c'est la question des grands ensembles, et celle de l'échec scolaire qui peuvent seules réduire les comportements délictueux.
- Défendre la mission avant tout éducative du tribunal pour enfant, et maintenir le principe de l'incarcération en dernier recours.
- Créer massivement des postes d'éducateurs spécialisés et d'animateurs.

6. Éducation

Au travers des cahiers de doléances, les critiques contre l'école sont nombreuses. Toutes en fait se résument au sentiment que l'école au mieux ne brise pas ou plus les prédestinations sociales, au pire qu'elle contribue à les renforcer. Au banc des accusés, on retrouve d'abord les politiques d'orientation précoce qui imposent des choix définitifs que l'on regrette ensuite, souvent pour évacuer au plus vite les élèves en difficulté, et le manque d'information sur l'orientation y compris à l'université ; le manque criant de moyens de l'Éducation Nationale ; le manque de lien entre les formations et le monde du travail à l'université ; le mensonge de la méritocratie qui ne permet pas aux meilleurs des collèges et lycées dits sensibles de vraiment s'en sortir ; les effectifs trop importants dans les classes ; l'absence d'accompagnement individuel des élèves en difficulté ou qui ne peuvent trouver d'aide chez eux ; la faiblesse des bourses, dans le secondaire et le supérieur, qui sont très loin de couvrir tous les frais, et dont les plafonds de revenus sont scandaleusement bas, sans rapport avec la réalité économique ; le coût des études, en particuliers des frais d'inscription à la fac et plus encore dans les écoles de commerce et les grandes écoles ; les ZEP, dont la plupart appellent à la suppression au profit d'établissements de bon niveau pour tous et toutes, tant l'étiquette ZEP est désormais synonyme d'échec et de relégation, et non pas d'aide : parfois il s'agit de fermer les collèges et lycées concernés, parfois d'abandonner le dispositif.

Pour une part minoritaire mais significative des personnes qui se sont exprimées, le rapport à l'école est très hostile : sentiment que l'institution est accusatrice et stigmatisante envers les parents, qu'elle n'a jamais cherché à comprendre les problèmes de l'enfant ou de la famille, ou encore que les enseignants ou l'institution pratiquent la discrimination raciale. Pour cette fraction de la population qui a probablement le plus besoin de son aide, l'école est devenue une source de violence sociale supplémentaire bien plus qu'un refuge.

Département : 33 Age : 22 ans 20 ans
Ville : Bordeaux Sexe : H F 20 ans

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

... Logement ... Emploi ... Discrimination ... Justice
... Santé & Education ... Religion ... Politique ... Environnement
1 Transport ... Pratiques policières ... L'exclusion ... La femme
... Inégalités ... Précarité ... Immigration ... Jeunesse

3 personnes ont réfléchi sur le sujet

Thème choisi : EDUCATION

Constats :

01 Peu d'éducation pour l'intégration des immigrés
02 Orientation mal faite
03 Implication des professeurs légère
04 Peu de moyens
05 Loi sur l'égalité de Chénay

Propositions :

01 Cours d'alphabétisation (horaires possibles pour des gens qui travaillent)
02 Ne plus baisser les notes manuelles semblerait les motiver
03 et les rendre van tous les niveaux
04 de discussion et d'actualité, de débats en cours
05 + de moyens (surtout péda. rattachés avec des personnes extérieures)
06 Abrogation de la LSC

Culture

L'école n'est pas le seul lieu d'acquisition du savoir. Les territoires ne sont pas égaux en matière d'équipements culturels : l'accès au théâtre, au cinéma d'art et d'essai, aux bibliothèques et médiathèques, aux musées est bien plus facile dans les quartiers aisés que dans les quartiers populaires.

Propositions :

- Développer les équipements culturels dans les quartiers populaires, sans faire des choix soit disant adaptés à la population : les enfants des quartiers populaires doivent accéder à la « grande » culture autant que les autres, ils n'ont pas besoin qu'on sélectionne pour eux, de manière paternaliste, ce qui leur convient.
- Valoriser dans les programmation des grandes institutions culturelle françaises (Comédie Françaises, BNF, Musées ...) les arts et la cultures de tous les pays et tous les peuples, notamment ceux qui ont fournis de nombreux migrants en France.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Augmenter le budget de l'éducation nationale.
- Créer des postes d'enseignants supplémentaires.
- Augmenter les Bourses, réviser à la hausse les plafonds d'attribution.
- Abaisser les effectifs par classe.
- Favoriser l'accès des élèves issus des classes populaires aux grandes écoles.
- Renforcer les moyens en matière d'orientation pour que les élèves puissent avoir un référent ou un tuteur qui les accompagne vraiment dans leurs choix, et réformer le rôle du conseiller d'orientation, afin de privilégier le maintien en scolarité et dans le cursus général ; lutter contre la discrimination dans l'orientation.
- Lutter contre l'échec scolaire et refuser la facilité des orientations techniques ou professionnelles précoces liées à l'échec scolaire. Soutenir et valoriser les cursus techniques et professionnels pour que ces formations soient réellement de qualité, qualifiantes et choisies.
- Développer l'aide éducative et psychologique avec maintien dans la scolarité.
- Aider et impliquer les familles en difficulté face à l'éducation (faible niveau de qualification, précarité et faiblesse des revenus, familles monoparentales ...) au travers de médiateurs, psychologues, éducateurs, interprètes ...
- Associer réellement les élèves à la gestion des établissements.
- Concernant les ZEP : les uns demandent leur suppression tant le dispositif leur semble inefficace, stigmatisant et discriminant ; les autres appellent à leur renforcement afin d'atteindre une réelle efficacité pour la réussite de tous.
- Création d'une allocation autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans en formation ou en insertion.
- Renforcer l'instruction civique (voir thème citoyenneté).
- Voir le thème emploi pour ce qui concerne la formation continue etc. ...

Petite enfance

Concernant la petite enfance, c'est bien sûr la difficulté à trouver une place en crèche, et parfois son coût qui sont dénoncées dans les cahiers de doléance.

Propositions :

- Augmentation des places en crèche.
- Privilégier les crèches collectives et mixtes (quant aux origines)
- Création de haltes-garderies.
- Baisser les coûts des modes de gardes.

Département : 25 000 Age : 21 ans
Ville : BESANCON Sexe : H ou F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

1 Logement 2 Emploi 6 Discrimination 13 Justice
9 Santé 10 Education 15 Religion 16 Politique 14 Environnement
12 Transport 17 Pratiques policières 8 L'exclusion 4 La femme
4 Inégalités 5 Précarité 7 Immigration 3 Jeunesse

Thème choisi : ..Education...

Constats :

01 Classes surchargées
02 Pas assez de postes de professeurs d'où mauvais apprentissage.
03 Méthode d'apprentissage mal adaptée en fonction de élèves.
04 Elèves en difficultés scolaires mis à l'écart.
05 Mauvaise orientation des élèves après le collège.

Propositions :

01 Moins d'élèves par classe
02 Augmenter le quotas de professeurs pour ① de classe.
03 Méthode d'apprentissage basé sur l'école et l'éveil de l'enfant
04 Plus d'attention pour les élèves en difficulté.
05 Passer en revue toutes les perspectives d'avenir et non se baser sur "bon élève = général" "mauvais élève = professionnel".

A.C.L.E.F.E.U.
1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>

Département : 37 Age : 21 ans
Ville : TOURS Sexe : H ou F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

7 Logement 5 Emploi 6 Discrimination 14 Justice
10 Santé 1 Education 15 Religion 17 Politique 3 Environnement
9 Transport 8 Pratiques policières 6 L'exclusion 13 La femme
2 Inégalités 4 Précarité 12 Immigration 11 Jeunesse

Thème choisi : ..Education... environnement "F autres"

Constats :

01 L'équipement et les moyens dispensés ne sont pas adaptés pour l'ensemble de la France.
02 Il n'y a pas de mixité dans les établissements
03 Les filières techniques ont dévalué ses diplômes comme des pièces-pustules.
04 Les sciences humaines à l'université ne permettent pas de déboucher sur un emploi
05 L'état valorise trop la "culture bourgeoise" au détriment des classes populaires

Propositions :

01 Il faut augmenter les moyens dédiés au ZEP et surtout privilégier des enseignants avec expérience.
02 Il faudrait revoir les postes créés pour favoriser ① la mixité et ② le proximité géographique
03 Il faut revoir les filières techniques ne pas permettre l'apprentissage à 14 ans.
04 Il faut favoriser des parcours multidimensionnels et renforcer la recherche et les débouchés en se humanisant
05 Il faut valoriser, notamment dans les programmes scolaires et les activités, la culture populaire et les monuments culturels, religieux, etc.)

A.C.L.E.F.E.U.
1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>

7. Religion

L'islam est sali par les médias, des personnalités « intellectuelles » ou politiques. Dans les cahiers de doléance, ceux qui s'expriment sur la religion parlent de l'islam. Si certains regrettent la loi d'interdiction du voile à l'école, l'essentiel des cahiers sur ce sujet évoquent l'inégalité que subit l'islam en France (concernant les lieux de culte, les cimetières ...), les effets secondaires de la loi sur le voile en terme de regard social, de discrimination dans le monde de l'entreprise ou à l'embauche, et surtout, l'amalgame permanent entre islam et islamisme, islam et terrorisme, et l'idée sous-jacente que les musulmans ne seraient pas loyaux à la France et à la République.

Beaucoup font le constat du nombre insuffisant de mosquées et par conséquent, du développement anarchique de salles de prière dans des lieux inadaptés, ce qui pourrait laisser le champ libre aux mouvements les plus radicaux. Il en est de même de l'absence de cursus de formation des imams en France.

Si une partie des doléances regrette la place « marginale » des religions dans la société, une autre estime à l'inverse que la religion devrait rester strictement confinée au domaine privé.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Lutter contre les obstacles multiples mis à l'acquisition des terrains nécessaires à la construction de mosquées, d'établissements scolaires religieux, et contre la rétention de permis de construire et des autorisations d'ouvrir.
- Favoriser les moments d'informations et d'échanges sur les religions, les actions œcuméniques afin de faire connaître les points de convergence et surtout de lutter contre les amalgames, en particulier dans les médias.
- Harmoniser les pratiques religieuses de manière nationale.
- Appliquer strictement la loi de 1905, qui garantit parfaitement la liberté de culte et protège l'espace public et les athées.

Thème choisi : Religion.....

Constats : Mal à construire des Mosquées . . .

□1

Certain, nous avons chacun notre religion.

□2

Nous vivons en France et acceptons la pratique

□3

et les différents aspects du christianisme et autres.

□4

Dans pourquoi ne pas nous laisser pratiquer

□5

et vivre dans religion - la religion reste un tabou
mais ~~tabou~~ c'est la seule chose qui peut nous aider .

Propositions :

□1

Parler ouvertement de toutes les religions et ne

□2

pas stigmatiser la chose et faire le lien

□3

avec les atrocités qui bouleversent le

□4

monde .

□5

8. Répartition des richesses

Département : ILE ET VILAINE Age : 20 ans
 Ville : RENNES Sexe : M F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

4 Logement 3 Emploi 6 Discrimination 5 Justice
 12 Santé 13 Education 14 Religion 15 Politique 19 Environnement
 11 Transport 14 Pratiques policières 8 L'exclusion 7 La femme
 1 Inégalités 2 Précarité 10 Immigration 9 Jeunesse

Thème choisi : Inégalités

Constats :

01 Un profit considérable des grandes entreprises
 02 Pas d'augmentation des salaires malgré ces profits
 03 Délocalisation des entreprises malgré un chiffre d'affaire énorme
 04 Salaires trop bas pour les ouvriers / employés
 05

Propositions :

01 Plus de pouvoir de l'Etat sur les entreprises
 02 Empêcher les nations de délocaliser dans des pays pauvres pour exploiter le main d'œuvre étrangère
 03
 04 Augmentation du SMIC à 1500 euros
 05 Taxe élevée pour les employeurs qui licencient et absent du licenciement

A.C.L.E.F.E.U.
 1013, résidence Les Bois du Temple 93390 Clichy-sous-Bois
<http://aclefeu.blogspot.com>

Les personnes qui ont rempli les cahiers de doléances sont nombreuses à évoquer un sentiment d'injustice né du constat que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent. Au-delà de l'exclusion qui frappe une grande partie de la population, c'est pour ceux qui semblent appartenir à la classe moyenne, la crainte de la paupérisation et du déclassement social, qui s'exprime fortement.

En outre, on peut noter, en particulier pour les moins de 18 ans, que la société de consommation telle que présentée par les médias, a induit une représentation déformée de la société française et notamment une surévaluation du pouvoir d'achat moyen. Le rôle des médias dans cette course aux signes extérieurs de richesse nous semble déterminant.

Les doléances soulèvent souvent le sentiment d'être exclu du partage des fruits de la croissance. Les bénéfiques colossaux, les taux de retour sur investissement plus haut que

jamais, les réalisations de stock options pour des sommes qui dépassent l'imagination accréditent l'idée que ça ne va pas mal pour tout le monde, d'autant plus que les pouvoirs publics se préoccupent manifestement plus d'abaisser les prélèvements fiscaux (élévation des plafonds de l'ISF) de ces quelques privilégiés, que de lutter contre la pauvreté.

En outre, de nombreuses personnes dénoncent l'inflation massive depuis le passage à l'Euro et par conséquent une baisse substantielle du pouvoir d'achat.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Loi de régulation des spéculations financières et impôt beaucoup plus lourds sur les revenus spéculatifs.
- Assises des cotisations sociales sur les salaires et sur les bénéfices.
- Arrêt de la politique de privatisation des services publics.
- Mise en œuvre d'une meilleure redistribution pour une meilleure répartition des richesses.
- Création d'une banque nationale populaire offrant des prêts sans intérêts pour les plus défavorisés et des micro crédits.
- Loi et moyens financiers pour une véritable aide au développement des pays pauvres.

Département : 93 Age : 44 ans
 Ville : Asnières Sexe : M F

Numérotez par ordre de vos priorités les thèmes suivants :

5 Logement 2 Emploi 7 Discrimination 8 Justice
 10 Santé 11 Education 13 Religion 3 Politique 9 Environnement
 ... Transport 14 Pratiques policières 6 L'exclusion 16 La femme
 2 Inégalités 4 Précarité 15 Immigration 12 Jeunesse

Thème choisi : Emploi / Inégalités

Constats :

01 Il y a de plus en plus de destruction d'emplois et de mise en concurrence
puissant des travailleurs du monde entier en concurrence et entraînant les salaires
les Inégalités accrues entre la bourgeoisie et les prolétaires augmentent
 02 La politique au pouvoir met en œuvre cette tendance et agit injustement
 03 La Précarité sous toutes ses formes induit de la désobéissance, la révolte
de ceux pour soi, l'éclosion, l'émancipation entre la culture...
 04 L'environnement général et social dégradé

Propositions :

01 Stopper les loges de privatisation et d'occupation des richesses.
 02 Resocialiser et démocratiser l'économie
 03 Contre la production des besoins vitaux du plus grand nombre à l'échelle
mondiale : éden, égoïsme, egoïsme, secte, éducation, culture et spiritualité.
 04 C'est prendre du temps!
 05 "Ils ne savent pas que c'était injuste, alors ils l'ont fait!"

9. Citoyenneté & Politique

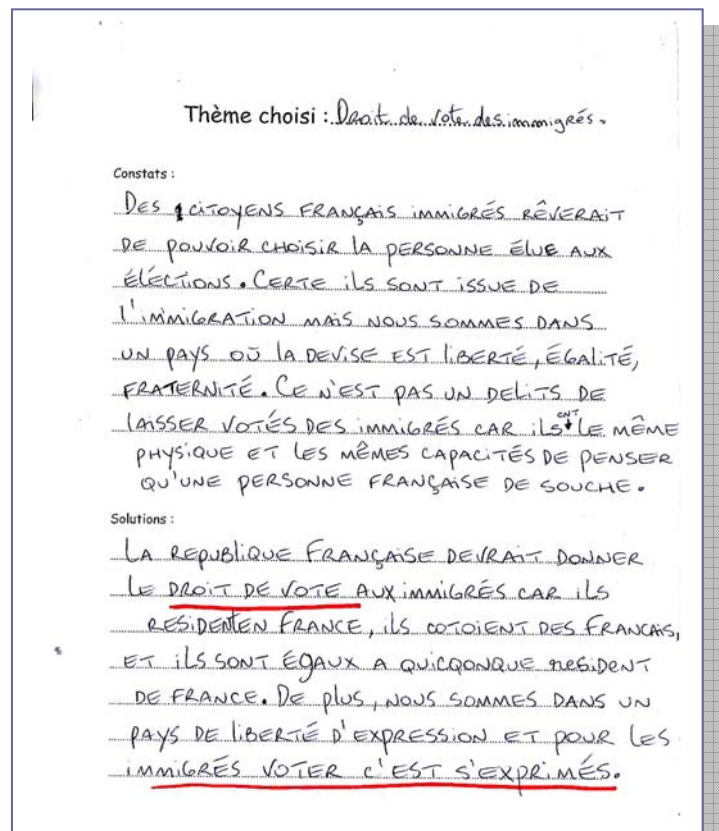
Un très fort désir d'implication citoyenne apparaît dans les cahiers de doléances. Mais la politique traditionnelle est très décriée : « On n'y comprend rien ! » est la ritournelle, à laquelle on ajoute le manque de respect des engagements pris, le manque de proximité et d'écoute, de consultation et de prise en compte des citoyens et de leurs besoins. Le sentiment que la « classe politique » est une caste privilégiée (économiquement et au plan judiciaire) revient régulièrement. Une large part des classes populaires ne se sent pas représentée. L'âge avancé des hommes politiques est évoqué comme principale source du gouffre. Néanmoins, le manque de métissage des responsables politiques est pointé lorsque le problème de la discrimination est évoqué. C'est parfois la trop grande professionnalisation de la politique qui est dénoncée et l'on propose de supprimer l'ENA. Dans le même objectif, il y a de nombreux appels à l'interdiction du cumul des mandats, pour laisser de la place aux « nouveaux français », et pour une réforme des institutions, parfois pour une sixième république.

La démocratie participative et locale est plébiscitée, les personnes qui se sont exprimées souhaitent des cadres de débats. Elles dénoncent le manque d'information et de formation aux questions politiques, comme la laïcité ou les questions économiques et sociales.

Concernant les étrangers, les cahiers appellent au droit de vote des immigrés, ainsi qu'à une politique de régularisation des sans-papiers. Concernant les médias, de nombreuses personnes dénoncent leur manque d'indépendance politique et économique.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Loi organisant le contrôle de la réalisation des promesses de campagne.
- Droit de vote pour les immigrés.
- Politique de régularisation des sans-papiers.
- Décompte des votes blancs et nuls aux élections.
- Développer l'usage du référendum pour les grandes décisions.
- Réformer les institutions et changer de République.
- Renforcer l'Éducation Civique à l'école et mettre en œuvre un programme d'éducation à la citoyenneté pour les 13-25 ans.
- Programme de sensibilisation à la laïcité.
- Application de la loi à tous : les élus doivent être sanctionnés comme les autres.
- Création d'espaces de débats, développement de la démocratie participative.
- Création de comités de quartiers concernant les décisions et orientations locales.
- Mise en place de panneaux d'information dans les quartiers populaires.
- Généralisation et renforcement des conseils municipaux des jeunes, pour leur donner des espaces de parole.
- Renforcer l'indépendance des médias.



10. Santé

Les cahiers de doléances évoquent en particulier le coût des soins, notamment les médicaments non remboursés. Concernant la CMU, les cahiers de doléances dénoncent le plafond d'attribution trop bas : de nombreuses personnes n'y ont pas droit mais n'ont pas les moyens pour une complémentaire santé, ce qui rend l'accès à de nombreux soins difficile (optique, orthodontie, spécialistes...). Les discriminations commises par de nombreux médecins libéraux qui refusent les patients bénéficiant de la CMU ou de l'AME sont pointées du doigt, ainsi que les fermetures de dispensaires et de petites unités hospitalières.

Les jeunes filles expriment le besoin d'un accès facilité à des consultations gynécologiques dans un cadre accueillant et rassurant, permettant un suivi dans la durée, et à des coûts raisonnables. Elles n'ont pas toutes la chance de pouvoir obtenir de l'aide et du soutien de la part de leur mère, en matière de prévention, de contraception, ou dans les moments difficiles. La faiblesse des moyens et l'inefficacité de la médecine de prévention scolaire est également pointé du doigt.

Le problème le plus souvent évoqué concerne la santé au travail. Les conditions de travail des classes populaires sont encore souvent très violentes pour le corps et le psychisme (pression à la productivité, harcèlements), entraînant de nombreuses maladies professionnelles non reconnues, du stress... Il est extrêmement difficile de faire reconnaître les handicaps liés au travail, en particulier pour tous ceux qui sont mal armés face aux démarches complexes et aux multiples embûches de l'administration. Les personnes victimes d'accidents du travail ont également du mal à être reconnues ; Elles sont mal protégées face aux difficultés économiques qui découlent de leur accident.

Un certain nombre de personnes évoquent le problème de la maladie mentale d'un de leur proche. Ils reprochent le manque d'accompagnement et de solutions de prise en charge, et l'incarcération de nombreux malades mentaux. Les plus fragiles parmi les personnes qui ont remplis les cahiers de doléances évoquent la question des insuffisances de la prévention épidémiologique et toxicologique, en terme de moyens et d'information. Les personnes confrontées à la misère évoquent le problème de la malnutrition. Les cahiers de doléances s'insurgent enfin contre le pouvoir et les bénéfices des grands laboratoires pharmaceutiques, notamment quant à leur rôle néfaste en matière de lutte contre les maladies qui frappent les populations non solvables, en France et à l'étranger.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Loi pour une meilleure protection sociale et économique des personnes souffrant de maladie et de handicaps consécutifs au travail.
- Inverser la politique actuellement orientée à la réduction de la solidarité nationale : forfait hospitalier, parts non remboursées des consultations et des médicaments, et déremboursement de médicaments : revenir vers une prise en charge à 100% par les caisses de solidarité des travailleurs. A défaut, relèvement du plafond de revenus pour l'attribution de la CMU.
- Mettre en œuvre une vraie politique de prévention sanitaire, en milieu scolaire, professionnel, et ouvrir des centres d'information et de prévention dans les quartiers populaires.
- Augmenter le budget de la santé.
- Certains proposent de supprimer le système du médecin traitant et en particulier l'obligation d'une consultation préalable chez le généraliste.
- Lutter contre les discriminations à l'encontre des bénéficiaires de la CMU et des AME dans la médecine libérale.
- Loi instaurant la lutte contre la malnutrition.
- Développement d'un vrai secteur public de recherche et de production pharmaceutique.
- Interdire la prise en compte de données médicales dans le calcul des risques par les compagnies d'assurance et les banques (assurance vie, attribution de crédits...).
- Création de dispensaires modernes et de qualité dans les quartiers populaires et maintien des petites unités hospitalières territoriales.
- Campagne de sensibilisation et de responsabilisation sur le coût de la santé.

11. Les femmes

Les contributions sur la situation des femmes soulignent trois grands thèmes :

1. L'égalité hommes / femmes dans le monde du travail en matière de rémunération et de promotion ; la précarité subie en terme de temps partiel et la discrimination à l'embauche liée à la « menace » de grossesse.
2. Les jeunes filles expriment très fortement l'exigence du respect auquel elles ont droit quelque soit leur tenue vestimentaire, leur choix de vie, leur orientation personnelle (qu'il s'agisse du droit d'avoir une vie sentimentale et sexuelle libre ou d'adhérer à un modèle religieux ou traditionnel quel qu'il soit) et professionnelle.
3. La protection des femmes contre les violences et l'exploitation. Il faut offrir un cadre de protection (éloignement et logement, insertion économique, aide linguistique si nécessaire, aide psychologique et éducative) pour les femmes victimes de mariage forcé ou pour celles qui souhaitent sortir de la polygamie, celles qui sont victimes de sexisme, coups, violences conjugales, asservissement, agression sexuelle et viol, et pour les femmes étrangères victimes des réseaux de traite des êtres humains (esclavagisme moderne ou prostitution). Les familles monoparentales dans les quartiers populaires (essentiellement des femmes seules avec enfants) sont littéralement abandonnées à leur sort.

Les principales propositions des cahiers de doléances.

- Mettre en place un véritable contrôle de la parité des salaires avec des sanctions.
- Sanctionner les entreprises dans lesquelles, statistiquement, la progression de carrière des femmes est plus lente et celles dans lesquelles elles n'ont de fait, pas accès aux postes de direction.
- Organiser une grande campagne d'information sur le droit des femmes, d'incitation au respect et contre le sexisme (notamment dans la pub).
- Création d'associations et d'actions éducatives en direction des jeunes garçons, notamment pour mettre en évidence l'apport que l'émancipation des femmes peut leur apporter.
- Lutter contre les discriminations ou les insultes liées aux jugements de valeur sur le physique et les tenues vestimentaires (mini jupe ou voile).
- Organiser dans les commissariats un accueil adapté aux femmes victimes de viols et de violences sexuelles pour ne pas ajouter un traumatisme et une violence supplémentaire.
- Organiser un réseau national de lieux d'information, d'accueil et de prise en charge.
- Renforcement de l'allocation parent isolé en faveur des familles monoparentales, et l'étendre jusqu'à la fin des études. De même pour les allocations familiales.
- Ouverture de foyers d'accueil supplémentaires.

Thème choisi : Femme.....

Constats :

- 1 Salaires différent pour travail égal.....
- 2 image de la femme objet au mariage.....
- 3
- 4
- 5

Propositions :

- 1 impôts aux entreprises.....
- 2 instituer un statut d'homme au foyer.....
- 3 institution d'une loi visant à limiter l'utilisation de l'image de la femme dans la.....
- 4 publicités.....
- 5 instituer un ministère des droits de la femme.....

EPILOGUE

Vous venez de prendre connaissance de l'essentiel des éléments recueillis durant les rencontres citoyennes que notre collectif ACLEFEU a réalisé suite aux « révoltes sociales » de l'automne 2005. La volonté de vivre dignement conformément à la devise de la République – Liberté, Egalité, Fraternité - est sans conteste la priorité de ceux qui se sont exprimés à travers les cahiers de doléances, sur tout le territoire.

A la lecture de ce document, il est indéniable que toutes les personnes rencontrées expriment un profond « mal être » qui résulte notamment de l'absence d'écoute des attentes des habitants. C'est pourquoi il est extrêmement important que dès à présent, vous entrepreniez la démarche de redresser la France. Les gens souffrent non pas d'une difficulté unique, mais de plusieurs, qui anéantissent leur moral. L'accumulation de ces difficultés et l'absence de perspectives meilleures les démotivent.

Le travail effectué est représentatif de la diversité des citoyens, quelque soit leur âge, origine, profession, conviction personnelle, religieuse ou politique, leur lieu de résidence. Les cahiers de doléances rassemblent la parole de toutes celles et ceux qui ont souhaité exprimer leurs exigences et leurs besoins, à destination de la classe politique, qui préside au bon fonctionnement et à l'application des valeurs de la République. Ce recueil de témoignages révèle une accumulation de négligences ou de carences. Néanmoins, les doléants veulent croire encore en la République et dans ses valeurs.

Les Français sont solidaires les uns des autres et souhaitent participer « ensemble et unis » à une transformation positive de la société. Ils entendent désormais utiliser leur droit de vote, examiner la concordance entre vos programmes et leurs attentes, puis l'efficacité de votre action. Décidés à devenir les acteurs de ce changement, ils attendent de vous que vous meniez les actions nécessaires à l'amélioration de leurs vies au quotidien, que vous les écoutiez, que vous les impliquiez.

A vous de transcrire ces propositions en actions concrètes en proposant les moyens de les rendre réalisables. Ils sont convaincus de l'intérêt que vous porterez à leur parole, et que votre action tiendra compte de leurs propositions même si elles ne sont pas formatées dans le langage précis des spécialistes. Certaines peuvent paraître naïves de prime abord, mais elles expriment les besoins et les espoirs des petites gens.

C'est au nom de toutes les personnes qui se sont exprimées et de toutes celles qui croient en un avenir meilleur que le collectif ACLEFEU vous transmet modestement ce document. Les électeurs et les autres sont impatients d'en voir les résultats. Pour notre part, dès demain, nous lancerons une grande campagne d'inscription sur les listes électorales. Mais l'histoire des cahiers de doléances ne s'arrêtera pas là. Dans les mois qui viennent, nous saurons vous rappeler les revendications et les espoirs qu'ils portent. Nous approfondirons l'analyse par régions, classes d'âges, par genre...

Fait à Clichy-sous-Bois le 22 octobre 2006 par le collectif ACLEFEU.